

L'ÉTAT « DE FACTO » DU SOMALILAND

Markus Virgil Hoehne

Editions Karthala | *Politique africaine*

2010/4 - N° 120
pages 175 à 199

ISSN 0244-7827

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2010-4-page-175.htm>

Pour citer cet article :

Hoehne Markus Virgil, « L'État « de facto » du Somaliland »,
Politique africaine, 2010/4 N° 120, p. 175-199. DOI : 10.3917/polaf.120.0175

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Karthala.

© Editions Karthala. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

MARKUS VIRGIL HOEHNE

L'ÉTAT « DE FACTO » DU SOMALILAND

Cet article rend compte de la formation étatique *de facto* de la République du Somaliland (Corne de l'Afrique), qui a fait sécession de la Somalie effondrée en mai 1991, mais qui manque toujours d'une reconnaissance internationale. Il éclaire les relations entre les décisions et les pratiques quotidiennes des hommes politiques locaux, des autorités traditionnelles, des membres de la diaspora et des gens ordinaires, ainsi que leurs conséquences souvent imprévisibles sur la formation étatique en cours. Il montre que la construction du Somaliland est aussi informée par des facteurs « externes » comme la faillite de la Somalie, l'état de guerre dans lequel elle se trouve, et le conflit avec le Puntland, une « contre-polity » du Somaliland établie dans le nord-est de la Somalie en 1998. Le cas du Somaliland offre une bonne illustration de la complexité des processus de construction étatique en général. Sa transformation d'un espace politique dévasté par la guerre en un État viable, bien que non reconnu internationalement, est un défi à tous les concepts téléologiques qui conçoivent la formation de l'État comme un procès linéaire ou encore aux approches top-down de la (re-)construction étatique.

La République du Somaliland, au nord-ouest de la Somalie, est l'un des rares cas de sécession réussie en Afrique, et ce malgré une absence de reconnaissance internationale. Le fossé existant entre la réalité empirique de la dimension étatique du Somaliland et sa (non-)reconnaissance est comblé par le concept d'État *de facto*. Selon la définition de Scott Pegg, les États *de facto* « sont caractérisés par l'existence d'un leadership politique organisé sur le long terme, effectif et jouissant d'un soutien populaire, qui fournit des services gouvernementaux à une population donnée sur un territoire défini. Ils recherchent une reconnaissance internationale et se considèrent comme étant à même de remplir les obligations afférentes au statut d'État. Cependant, incapables de s'assurer une large reconnaissance juridique, ils fonctionnent en dehors des limites de la légitimité internationale¹ ». Bien sûr, le Somaliland n'est pas « né » en tant qu'État *de facto* viable. Il a émergé progressivement, en lien avec des dynamiques sociales et politiques complexes dans la région et, en partie, en réponse à des éléments externes tels que la situation en Somalie et la constitution du Puntland dans le nord-est du pays. Cet article suit à certains

1. S. Pegg, *International Society and the De Facto State*, Aldershot, Ashgate, 1998, p. 4.

égard l'analyse faite plus tôt par Daniel Compagnon des deux premières années de gestation du Somaliland².

L'argument est ici que la création en cours du Somaliland est guidée de manière complexe par les pratiques quotidiennes et les décisions des hommes politiques locaux, des autorités traditionnelles mais aussi, et de façon importante, des gens ordinaires. Elle est également façonnée par des facteurs « externes » comme la faillite de la Somalie et l'état de guerre dans lequel elle se trouve, ainsi que par la création du Puntland. La Somalie fournit le point de référence historique contre lequel les partisans du Somaliland définissent leur espace politique. L'expérience négative de ce pays entre 1960 et 1991 légitime d'abord la sécession. La guerre civile en cours dans le sud empêche ensuite tout « retour » vers la Somalie. Le Puntland constitue par ailleurs une entité qui sape l'intégrité territoriale du Somaliland et contre lequel ce dernier doit défendre sa prétention à devenir un État indépendant. Le cas du Somaliland offre donc un bon exemple de la complexité des processus de formation étatique. Il met en évidence la fluidité et la nature conflictuelle du développement de l'administration et de la sécurité, dans un environnement façonné par des entrepreneurs locaux et de la diaspora ainsi que par d'autres interventions extérieures.

L'ARRIÈRE-PLAN HISTORIQUE

À l'époque coloniale, la péninsule somalienne fut divisée entre le Royaume-Uni, l'Italie, la France et l'empire d'Éthiopie. Les Anglais établirent leur protectorat sur le Somaliland dans le nord-ouest. Les Italiens administrèrent le territoire allant du nord-est au sud de la Somalie. Le protectorat britannique devint indépendant le 26 juin 1960 et la Somalie italienne cinq jours plus tard. Le même jour, le 1^{er} juillet 1960, les deux territoires s'unirent pour former la République somalienne. La première décennie après l'indépendance fut marquée par des problèmes internes d'intégration juridique et administrative, ainsi que par la corruption et le clanisme qui régnaient dans le système politique³. À l'extérieur, la politique de « Grande Somalie » du gouvernement de Mogadiscio, visant à unifier tous les Somali dans un seul État, conduisit

2. D. Compagnon, « Somaliland, un ordre politique en gestation? », *Politique africaine*, n° 50, juin 1993, p. 9-20.

3. Dans la société somalienne, des groupes unis par une origine patrilinéaire commune coopèrent ou s'affrontent sur le partage des ressources. En plus de l'origine, la co-résidence et l'adoption fournissent aussi une base sociale aux appartenances de groupe, particulièrement dans le centre et au sud de la Somalie.

à des conflits majeurs avec le Kenya et l'Éthiopie. En octobre 1969, un groupe de vingt-cinq officiers de l'armée et de la police dirigé par le général Maxamed Siyaad Barre renversa le gouvernement démocratique de la Somalie⁴. Le nouveau gouvernement renforça ensuite les capacités militaires du pays. L'instabilité qui régnait en Éthiopie depuis la chute de l'empereur Haïlé Sélassié et la prise de contrôle du Derg en 1974 hâtèrent l'attaque de la Somalie, à la poursuite de son rêve irrédentiste. Elle eut pour résultat l'une des guerres interétatiques africaines les plus meurtrières, dite guerre de l'Ogaden (1977-1978). Durant ce conflit, Moscou, auparavant allié de Mogadiscio, prit le parti d'Addis-Abeba. La défaite consécutive de l'armée nationale somalienne fragilisa le régime du président Siyaad Barre. Dans les années 1980, le Somali Salvation Democratic Front (SSDF) et le Somali National Movement (SNM) commencèrent à combattre le gouvernement de Mogadiscio. Le SSDF était un mouvement à majorité majeure. Les membres de ce clan vivaient dans le nord-est de la Somalie. Le SNM était quant à lui dominé par des Isaaq, dont les clans étaient basés dans le nord-ouest du pays. Les deux fronts de guérilla étaient accueillis par l'Éthiopie. Alors que le SSDF finit par se dissoudre en raison de problèmes internes et des conflits avec le Derg, le SNM poursuivit sa lutte. Après l'accord de paix conclu entre Mogadiscio et Addis-Abeba début 1988, le SNM fut contraint de rentrer en Somalie. Les guérilleros occupèrent temporairement Hargeysa et Burco, les principales villes du nord-ouest. En réaction, le gouvernement somalien bombardait ces dernières, occasionnant des milliers de victimes et des centaines de milliers de réfugiés. Maxamed Siyaad Barre s'accrochait au pouvoir en distribuant à ses partisans les ressources et les armes largement octroyées par ses alliés occidentaux. Nombre de ses soutiens étaient des membres de sa famille⁵. En montant les clans somali les uns contre les autres, Barre contribua à la désintégration du pays. Le gouvernement fut finalement renversé en janvier 1991 par la guérilla hawiiye, composante du United Somali Congress (USC)⁶. La peur et la haine qui prévalaient entre groupes claniques, ainsi que l'absence d'accord entre les différents mouvements somaliens de guérilla, conduisirent à de nouvelles

4. Les lieux et noms somali cités dans le texte suivent généralement l'orthographe somali. Le latin « c » est ainsi un son proche de l'arabe « *ġ* » (ayn); « x » dénote « *ħ* » (ha), comme par exemple dans Cali ou dans Faarax [*NdT*].

5. Barre était marexaan. Sa mère était ogaadeen. Un compagnon important du Président, Axmed Sulebaan Dafle, gendre de Barre et officiel haut placé du gouvernement, était dhulbahante. Les Marexaan, Ogaadeen et Dhulbahante formaient donc la colonne vertébrale du régime. Tous ces clans appartenaient à la famille de clans darood.

6. Fondé en 1989, l'USC était divisé entre une aile politique et une aile armée. L'aile politique avait son siège à Rome et était dirigée par Cali Mahdi, tandis que l'aile militaire combattait dans le centre et le sud de la Somalie sous le commandement de Maxamed Faarax Caydiid.

violences et à l'effondrement total de l'État en Somalie, lequel fut suivi par une intervention internationale dans le sud du pays et par une réorganisation territoriale interne au nord⁷.

LA FONDATION TROUBLÉE DU SOMALILAND

Le SNM et, avec lui, les Isaaq, qui constituaient le pouvoir militaire le plus fort dans le nord-ouest début 1991, proposèrent rapidement des négociations. En mai 1991, une conférence (*shir* en somali) fut organisée à Burco. Les commandants de guérilla, les autorités traditionnelles et les représentants des clans y participèrent. Le leadership du SNM n'était pas favorable à la sécession, contrairement aux hommes du rang⁸. Ils se rappelaient les dévastations de la guerre civile et plus particulièrement les mesures sévères prises par le précédent gouvernement somalien contre les civils dans le nord-ouest. Les nouvelles arrivant du sud depuis Mogadiscio étaient également inquiétantes. Cali Mahdi, co-dirigeant de l'USC, avait usurpé la présidence de la Somalie sans le consentement de l'autre co-dirigeant de l'USC, Maxamed Faarax Caydiid, et sans consulter les autres factions de la guérilla comme le SNM. Mogadiscio était sur le point de sombrer dans une violence extrême⁹.

Lorsque *Radio Mogadiscio* annonça que les dirigeants du SNM étaient d'accord pour rencontrer les groupes sudistes au Caire, de grandes manifestations se déroulèrent dans les principales villes du nord-ouest de la Somalie. Le leadership du SNM fut contraint de déclarer l'indépendance de la République du Somaliland le 18 mai 1991. Cette déclaration arriva « sans le bénéfice de la planification ou d'un examen minutieux des conséquences possibles¹⁰ ». Les dirigeants politiques et la population de la Somalie du sud n'acceptèrent pas cette initiative mais, pris au beau milieu de la guerre civile et des affrontements entre seigneurs de la guerre, ils n'y pouvaient pas grand-chose. Même parmi les membres des clans non-isaaq de la région, nombreux étaient ceux qui n'étaient pas favorables à la sécession. Ils l'acceptèrent cependant face à la puissance militaire du SNM et à l'escalade de violence à Mogadiscio et dans ses alentours¹¹.

7. Voir D. Compagnon, « Political Decay in Somalia: From Personal Rule to Warlordism », *Refuge*, vol. 12, n° 5, 1992, p. 8-13.

8. M. V. Hoehne, « Mimesis and Mimicry in Dynamics of State and Identity Formation in Northern Somalia », *Africa*, vol. 79, n° 2, 2009, p. 252-281.

9. J. Drysdale, *Somaliland: The Anatomy of Secession*, Hove, Quantum Books, 1992, p. 25.

10. M. Bradbury, *Becoming Somaliland*, Londres, James Currey, 2008, p. 82-83.

11. Entretien avec Garaad Cabdiqani, Laascaanood, 10 septembre 2002; entretien avec Cabdisamid Cali Shire, Garoowe, 5 décembre 2003.

Carte I
 Les divisions politiques au nord de la Somalie depuis 1991



- · - approx. international border
- regional border
- main road
- regional political center
- city; town/village
- ▨ disputed area

base map: www.lib.utexas.edu/maps/africa/somalia_pol02.jpg
 © Max Planck Institute for Social Anthropology Halle/Saale, Germany cartography: Jutta Turner

Sans doute la sécession était-elle avant tout une mesure de sécurité. Elle créa une distance politique avec la Somalie du sud en train de s'effondrer et donna aux gens du nord-ouest une orientation politique en les incitant à mettre un terme à l'escalade de violence dans la région. La caractéristique majeure du Somaliland à ce moment était le territoire qu'il revendiquait: la République fut déclarée sur les frontières de l'ancien protectorat britannique. Un gouvernement intérimaire fut établi pour deux ans dans la ville capitale d'Hargeysa sous la direction du SNM. Le manque de recettes de l'État, la destruction des infrastructures régionales par la guerre civile,

le nombre important de clans armés et de milices free-lance, ainsi que des scissions au sein du SNM, rendirent impossible toute forme effective de gouvernement. Des affrontements intra-Isaaq éclatèrent en 1992 et 1993 dans les villes de Burco et Berbera, au centre et au nord du Somaliland. Un accord de paix et une charte nationale furent adoptés lors d'un second grand *shir* national à Boorama, dans la région de Gadabuursi, durant la première moitié de 1993. La Charte fonctionnait comme une constitution provisoire du Somaliland. Elle prévoyait la séparation des branches exécutive, législative et judiciaire du gouvernement, ainsi qu'un parlement bicaméral constitué d'une Chambre des anciens (*Golaha Guurtida*; communément abrégée en *Guurti*) et d'une Chambre des représentants (*Golaha Wakiilada*). Ainsi fut fondé un système politique hybride incorporant des éléments « traditionnels » et « modernes » de gouvernance. Un homme politique isaaq expérimenté, Maxamed Xaaji Ibraahim Cigaal, fut élu président pour deux ans. Il n'avait pas participé à la lutte du SNM mais, en tant qu'ancien homme d'État, était respecté. Cigaal avait en effet été à la tête de la première administration indigène du Somaliland sous administration britannique à la fin des années 1950, ainsi que le dernier Premier ministre de la Somalie avant le coup d'État de 1969. De plus, son clan (Habar Awal) occupait les postes économiques clés au nord, un élément qui allait être crucial pour son gouvernement. Cabdiraxmaan Aw Cali Tolwaa, vétéran du SNM et membre du clan Gadabuursi, devint vice-président. La conférence de Boorama constitua donc un « événement décisif au Somaliland » en établissant un cadre politique pour les années suivantes¹².

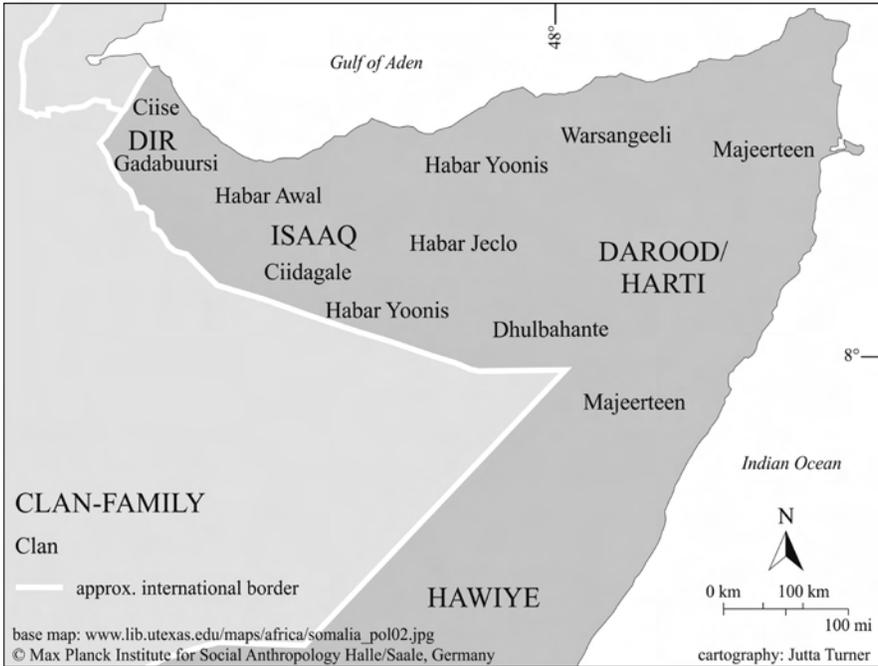
Cependant, après la conférence de Boorama, la paix n'était pas encore fermement ancrée au Somaliland. Des combats éclatèrent de nouveau à Hargeysa en 1994, opposant les milices des clans Ciidagale et Habar Yoonis aux troupes gouvernementales, principalement autour de Burco¹³. Ces événements ne concernaient pourtant qu'une partie du Somaliland. Résidant dans la région de Sanaag, les Habar Yoonis et Habar Jeelo parvinrent à rester dans le registre politique et à tenir les affrontements inter-clans à distance¹⁴. Les Habar Jeelo et les Habar Yoonis de Burco et du sud-ouest, ainsi que leurs parents vivant depuis l'est de Burco jusqu'à Ceerigaabo et la côte, appartiennent

12. M. Bradbury, *Becoming Somaliland*, *op. cit.*, p. 98.

13. K. Eikenberg, « Somaliland : Der Konflikt in Hargeysa », *AG KAD (Arbeitsgemeinschaft kirchlicher Entwicklungsdienst) Informationen zum Horn von Afrika*, vol. 1, 1995, p. 7-8.

14. U. Terlinden, « Emerging Governance in Somaliland : A Perspective From Below », in E.-M. Bruchhaus et M. M. Sommer (dir.), *Hot Spot Horn of Africa Revisited*, Hambourg, Lit Verlag, 2008, p. 51-67.

Carte II
Clans-territoires au nord de la Somalie



en partie à différents lignages. À Ceerigaabo, les Habar Yoonis et les Habar Jeclo vivent avec des Dhulbahante et des Warsangeeli. Ils devaient donc conserver une certaine « unité isaaq » contre les clans locaux darood. Les habitants de Ceerigaabo avaient déjà goûté à l'amertume des luttes intestines entre les partisans locaux du SNM et ceux du gouvernement dans les dernières années du combat contre le régime, entre 1988 et 1991, quand le SNM mobilisait ses partisans contre le gouvernement « sous contrôle darood » de Maxamed Siyaad Barre. Ceci explique les différences des dynamiques conflictuelles au Somaliland central et plus au nord-est.

Simultanément, les clans non-Isaaq dans l'ouest et l'est coexistaient dans une paix relative mais étaient dépourvus d'administration étatique. La gouvernance était exercée localement par les autorités traditionnelles, d'autres dirigeants communautaires comme les anciens officiers de l'armée ou de la police, des professeurs et des membres de la diaspora. L'exemple qui suit, sur le développement de l'administration dans la région de Sool, illustre

la nature fluide du processus de reconstruction locale. Il indique aussi des tensions émergentes dans l'espace politique du Somaliland.

Les membres du clan dhulbahante tinrent à leur tour un *shir* à Boocame, au sud-est de la région de Sool, début 1993, alors même que la seconde conférence nationale du Somaliland était en cours à Boorama. La conférence de Boocame était co-organisée par quelques dhulbahante de la proche diaspora de Nairobi (Kenya) nettement opposés à la sécession du Somaliland¹⁵. Les partisans de la manière forte dans la diaspora essayèrent de jouer la carte clanique en appelant à la solidarité darood contre le centre du Somaliland dominé par les Isaaq. Ils souhaitaient empêcher les membres du clan Dhulbahante d'assister à la conférence de Boorama. Cependant, certains des participants à cette conférence, qui devait être désignée par l'appellation « Boocame I »¹⁶, tentèrent à leur tour d'empêcher la communauté de Sool d'être influencée par le chauvinisme darood. Le résultat des discussions controversées fut l'établissement d'un conseil local pour la région de Sool. Il était constitué de 33 hommes, intellectuels ou anciens hommes d'affaires et fonctionnaires. Les autorités traditionnelles locales coopéraient avec ce conseil¹⁷, dont la principale fonction fut de maintenir la paix et de soutenir le développement de la région.

Entre 1993 et 1996, le conseil local travailla pour la paix dans la région de Sool. Ses capacités restèrent cependant limitées en raison d'un manque de financement. Les relations avec l'administration de Hargeysa existaient : Garaad Cabdiqani, principale autorité traditionnelle des dhulbahante, était en contact avec le président Cigaal¹⁸. À cette époque pourtant, Hargeysa n'avait ni intérêt ni les ressources nécessaires à un engagement dans la région de Sool.

« Boocame I » permit de démontrer la volonté de la majorité du clan dhulbahante de gérer ses propres affaires de façon autonome. La conférence révéla aussi une rupture grandissante au sein même de la communauté dhulbahante. Certains dhulbahante, dont Garaad Cabdiqani, n'étaient en fait que modérément pro-Somaliland, mais telle semblait être la voie vers la paix et la prospérité au début des années 1990. Un autre groupe non-isaaq gardait ses distances avec le Somaliland : le clan warsangeeli, dont les membres résident dans l'est et le nord-est de la région du Sanaag. Les Warsangeeli établirent aussi une administration locale après la chute du gouvernement

15. Entretien avec Yasin Faraton, Laascaanood, 4 novembre 2003.

16. Un second *shir* eut lieu à Boocame en 1996-1997. Voir plus loin pour les détails sur « Boocame II ».

17. Entretien avec Jaamac Cabdullahi Shurie, Laascaanood, 11 septembre 2002.

18. Les titres communs aux autorités traditionnelles du Somaliland sont *garaad*, *ugaas* et *suldaan*.

somalien, sous l'égide de leurs autorités traditionnelles. Leur plus haut dirigeant, Suldaan Cabdisalaan, et son frère Ismaaciil gèrent les affaires du clan de nombreuses années durant. Ils installèrent même au début des années 1990 une ONG allemande, German Agro-Action, sur leur territoire de l'est du Sanaag, avec pour charge de construire des écoles et un hôpital sur le territoire warsangeeli. Suldaan Cabdisalaan garantissait la sécurité de l'ONG étrangère en l'absence de toute autre structure étatique dans la région. Il tamponnait même les documents de l'ONG allemande de son propre sceau de souverain de la « terre warsangeeli ». Grâce au respect dont Suldaan Cabdisalaan jouissait parmi son peuple, le projet pouvait se développer dans la paix. Un conflit entre le *suldaan* et son frère Ismaaciil mit pourtant fin à la coopération avec l'ONG en 1996. Vers 1998, après la fondation du Puntland, des émissaires arrivèrent de Hargeysa et de Garoowe (capitale du Puntland) et enrôlèrent les membres de l'élite locale warsangeeli dans les deux administrations concurrentes : « avant cela, les Warsangeeli vivaient entre eux ; leurs affaires étaient régulées par le *suldaan*¹⁹ ». Contrairement aux Dhulbahante cependant, la majorité des Warsangeeli manoeuvra habilement entre les entités politiques qui s'opposaient dans la région.

Les développements soulignés ci-dessus montrent d'abord que la construction étatique au Somaliland fut un processus initié par le bas et, ensuite, que ce processus connut des variations locales considérables. Dans le centre, où les maigres ressources du Somaliland étaient concentrées et où les acteurs gouvernementaux tentaient de s'établir, la formation étatique des débuts fut liée à des éruptions de violence entre les divers clans isaaq. Dans les périphéries, où les ressources économiques et politiques étaient extrêmement réduites, les autorités traditionnelles, de pair avec d'autres dirigeants communautaires et, dans certains cas, avec des acteurs de la diaspora, assurèrent une gouvernance minimale.

LE RENFORCEMENT DE L'ÉTAT ET LA CONSTRUCTION D'UNE COMMUNAUTÉ IMAGINÉE AU SOMALILAND

Malgré les combats et l'instabilité dans les régions centrales du Somaliland, le président Maxamed Xaaji Ibraahim Cigaal fut en mesure de prendre d'importantes initiatives visant à renforcer la présence de l'État. Issu d'une riche famille commerçante, il jouissait de bonnes relations avec les hommes

19. Entretien avec Cabdullahi Maxamed Jaamac Jalac, Ceelbuuh, 12 juillet 2004.

d'affaires de son clan. Depuis que son sous-clan Ciise Muuse contrôlait le port de Berbera, Cigaal était à même de lever des fonds substantiels et d'assurer un certain nombre des tâches basiques de l'État : payer les salaires de l'administration et des forces armées et engager la démobilisation des milices claniques. Il prit également les premières mesures visant à la consolidation économique du Somaliland. Les hommes d'affaires de la communauté habar awal financèrent en 1994 l'introduction d'une nouvelle monnaie, le shilling du Somaliland. Début 1995 elle était devenue légale dans l'ouest et le centre du Somaliland, jusqu'à la ville de Burco²⁰. Le gouvernement instaura une taxation de base du commerce du khat²¹, des importations et des exportations de Berbera ainsi que des entreprises dans le centre et l'ouest du pays. Les recettes modérées de l'État étaient consommées par l'administration dans la capitale, les forces de sécurité, l'effort de guerre à l'intérieur du pays et la corruption. En 1995, le gouvernement d'Hargeysa allouait près de 50 % du budget de l'État à l'armée et aux forces de police²². Les secteurs de l'éducation et de la santé fonctionnaient mal et le peu d'écoles et d'hôpitaux ou de centres médicaux existants dépendaient de dons privés, souvent de Somaliens rentrés au pays ou vivant à l'étranger. Le seul service réel offert par le gouvernement était la sécurité de base dans le centre du Somaliland, en coopération avec les autorités traditionnelles locales. Dans les régions plus périphériques, Hargeysa n'exerçait aucune autorité.

Les conflits violents déjà mentionnés qui eurent lieu à Hargeysa et Burco en 1994-1995, furent réglés par la médiation de plusieurs parties : le Peace Committee for Somaliland, fondé sur la diaspora, les autorités traditionnelles locales et des membres du *Guurti* du Somaliland. Cette fois cependant, les anciens n'agirent pas comme un corps unifié de médiateurs « neutres » comme cela avait été le cas auparavant à Boorama. En fait, les autorités traditionnelles de la famille de clans isaaq et les membres du *Guurti* étaient divisés : certains étaient favorables au gouvernement Cigaal, auquel les autres s'opposaient. Ceci eut pour effet d'affaiblir leur influence globale et leur position dans la vie politique du Somaliland²³.

La formation de l'État du Somaliland s'accéléra avec la tenue du dernier *shir* national à Hargeysa d'octobre 1996 à début 1997. Il marqua la fin des

20. A l'est de Burco, le vieux shilling somalien continua d'avoir cours, les liens avec le reste de la Somalie y restant importants.

21. Les feuilles de khat (*catha edulis*), mâchées pour leur effet stimulant, sont importées au Somaliland depuis l'est de l'Éthiopie.

22. M. Bradbury, *Somaliland. CIIR Country Report*, Londres, CIIR, 1997, p. 23.

23. M. Renders, *Traditional Leaders and Institutions in the Building of the Muslim Republic of Somaliland*, thèse de doctorat, Université de Gand, 2006, chapitre 4 ; M. Bradbury, *Becoming Somaliland*, op. cit., p. 116-123.

combats de grande ampleur au Somaliland. Par opposition aux précédentes conférences de Burco et Boorama, le *shir* de Hargeysa était clairement dominé par le gouvernement et le président en fonction (dont la durée du mandat avait été allongée par le *Guurti* en raison des affrontements au Somaliland). Hargeysa, où se tenait le *shir*, était totalement aux mains du gouvernement, qui finançait aussi la conférence. Les délégués votants étaient les 150 membres des deux chambres du parlement, auxquels s'ajoutaient 165 représentants de clans. Les membres du Comité présidentiel (*shir gudoon*), qui choisissaient les délégués supplémentaires, étaient sous le contrôle de Cigaal. Le processus de sélection s'avéra donc problématique. Le Comité présidentiel appuyait en priorité les délégués de divers clans perçus comme progouvernementaux. La liste envoyée par exemple par Garaad Cabdiqani, nommant les participants pour la région de Sool, fut rejetée par Cigaal. Ceci irrita fortement le *garaad*, qui s'était accordé avec le Somaliland au cours des années précédentes²⁴.

Le plan de Maxamed Xaaji Ibraahim Cigaal fonctionna et il fut réélu président du Somaliland en février 1997, cette fois-ci pour un mandat de cinq ans. Cigaal avait massivement soudoyé les délégués pour assurer sa réélection²⁵. Daahir Rayaale Kaahin, un Gadabuursi qui était à l'époque relativement inconnu, devint vice-président. Une nouvelle constitution intérimaire fut également approuvée lors de la conférence de Hargeysa. Cette constitution représentait un compromis entre la volonté de Cigaal de créer un exécutif fort et la préférence de beaucoup de délégués pour une démocratie parlementaire. Elle prévoyait aussi l'augmentation du nombre des membres du Parlement, qui passait de 75 à 82 par chambre. Les nouveaux sièges furent généralement attribués à d'anciens adversaires du gouvernement²⁶.

Formellement, le système de représentation des clans se poursuivait mais, comme nous l'avons souligné plus haut, un grand nombre de représentants de clans avaient perdu leur légitimité au plan national. Le système politique hybride établi à Boorama en 1993 avait en effet eu un coût pour les élites « nationalistes » qui avaient dû accepter l'autorité traditionnelle, mais il avait aussi eu des implications pour les anciens. Selon Marleen Renders, le système de nomination des clans concernant les délégués/parlementaires manquait déjà de transparence avant que Cigaal arrive au pouvoir²⁷. La plupart des représentants de clans étaient des hommes basés dans les villes, bien implantés politiquement et économiquement. Dans bien des cas, ils ne furent même pas

24. Entretien avec Garaad Cabdiqani, Laascaanood, 28 octobre 2003.

25. M. Bradbury, *Becoming Somaliland*, op. cit., p. 126.

26. Entretien avec Muuse Cali Faruur, Hargeysa, 15 février 2009.

27. M. Renders, *Traditional Leaders and Institutions...*, op. cit., chapitre 5.

choisis par « les leurs » mais se nommèrent simplement eux-mêmes, ou bien furent poussés par d'influents groupes d'intérêts. En 1996, les membres du *Guurti* et les autorités traditionnelles dirigeantes du Somaliland avaient donc perdu leur « innocence ». Leur intégration à l'appareil d'État du Somaliland les avait forcés à prendre parti et à s'engager dans l'arène politique « nationale ». Dans bien des cas, ils devinrent parties intégrantes des conflits en cours et susceptibles d'être manipulés ou corrompus²⁸. Ils continuaient pourtant d'intervenir occasionnellement dans des situations de crise et à faire office de médiateurs entre clans, lignages, familles et groupes d'intérêt politiques.

Le *shir* de Hargeysa marqua également un tournant décisif dans la relation déjà difficile entre les Dhulbahante et le gouvernement du Somaliland. Une fois encore, comme cela avait été le cas lors du *shir* de Boorama, des forces anti-Somaliland avaient organisé un « contre-*shir* » à Boocame en 1996, parallèlement à la réunion de Hargeysa. Cette conférence fut désignée comme « Boocame II » et renforçait le pouvoir de la faction anti-Somaliland au sein du clan Dhulbahante.

Malgré ses lacunes, la conférence de Hargeysa permit au Somaliland d'avancer dans sa reconstruction politique, économique et sociale. Durant la seconde moitié des années 1990, le Somaliland prit forme en tant qu'entité politique au cours d'une lutte pour le pouvoir mettant aux prises les principaux hommes politiques, la communauté d'affaires, des vétérans du SNM, des autorités traditionnelles, des membres de la société civile naissante et des acteurs de la diaspora. En dépit de l'importance que la plupart des habitants du Somaliland accordent à l'islam et du fait que le Somaliland est officiellement un État islamique, les dignitaires religieux ne jouèrent pas un rôle très visible dans le processus de formation étatique au Somaliland. Au sein du gouvernement, les civils et les bureaucrates prirent successivement le dessus sur les anciens cadres du SNM. Dans un tel contexte, les hommes politiques isaaq qui avaient servi dans les rangs de l'administration de Maxamed Siyaad Barre jusqu'en 1990, revinrent au pouvoir au Somaliland. Il n'était pas anodin d'entendre des gens ordinaires à Hargeysa en 2003 et 2004 qualifier les membres du gouvernement de « *faqash* ». *Faqash* est un terme péjoratif qui peut être traduit par « collaborateur » ou, plus généralement, par « saleté ». Il était utilisé par le SNM pour qualifier ses ennemis, les serviteurs du gouvernement de Maxamed Siyaad Barre.

28. M. V. Hoehne, « From Pastoral to State Politics: Traditional Authorities in Northern Somalia », in L. Buur et H. M. Kyed (dir.), *State Recognition and Democratisation in Sub-Saharan Africa: A New Dawn for Traditional Authorities ?*, New York, Palgrave, 2007, p. 155-182.

Le gouvernement de Hargeysa parvint ensuite à mieux asseoir son autorité sur le Somaliland du centre et de l'ouest dans les domaines de l'administration et du contrôle des ressources économiques. Il commença aussi à étendre son influence sur certaines régions plus périphériques, en particulier Sanaag au nord-est et Awdal dans l'ouest du pays. Les institutions étatiques ne détenaient cependant pas le monopole de la violence légitime. Les clans et les individus conservaient leurs armes légères. Dans la population, la gestion des affaires criminelles (depuis le vol à l'étalage jusqu'au meurtre) était généralement aux mains des anciens. Dans les cas où la police intervenait, elle le faisait seulement en accord avec l'autorité traditionnelle concernée.

Après la guerre civile, une importante diaspora somalienne s'était formée à l'étranger, particulièrement en Europe et en Amérique du Nord. Elle complétait celle qui s'était développée dans les années 1970 dans la péninsule arabique dans le cadre des migrations de travail vers les États pétroliers²⁹. Les transferts de fonds individuels de Somaliens vivant à l'étranger garantirent la survie des familles et une « richesse » modérée aux habitants du Somaliland. Les initiatives collectives de la diaspora, qui resserraient fréquemment les liens d'un même clan, d'un même lignage ou d'une même ville, contribuèrent à la création d'infrastructures basiques comme des écoles, des hôpitaux, et mêmes des universités. Mais les acteurs de la diaspora s'engageaient aussi de plus en plus en politique. Certains s'impliquaient dans la consolidation de la paix, d'autres soutenaient des hommes politiques locaux ou des autorités traditionnelles, ou même rentraient au Somaliland pour tenter d'asseoir une position politique « au pays »³⁰. Les principes permettant à ces diverses forces sociales et politiques (pas toujours harmonieuses) de travailler en commun reposaient sur la reconnaissance mutuelle et la volonté de maintenir la paix³¹. Il s'agissait sans doute d'une forme modérée d'ingérence « extérieure » fondée sur la famille, mais qui restait contrôlable par les acteurs eux-mêmes. Par contraste, les interventions militaires et humanitaires de grande envergure au sud de la Somalie entre 1992 et 1995 y favorisèrent clairement l'escalade du conflit³².

29. J. Gundel, « The Migration-Development Nexus: Somalia Case Study », *International Migration*, vol. 40, n° 5, 2002, p. 255-281.

30. M. V. Hoehne, « Diasporisches Handeln in Bürgerkrieg und Wiederaufbau: Beispiele aus Somalia und Somaliland », *Friedens-Warte*, vol. 85, n° 1-2, 2010, p. 83-103.

31. L. Ciabbari, « No Representation without Redistribution: Somaliland Plural Authorities, the Search for a State and the 2005 Parliamentary Elections », in A. Bellagamba et G. Klute (dir.), *Beside the State: Emergent Powers in Contemporary Africa*, Cologne, Rüdiger Köppe, 2008, p. 55-73.

32. L'exemple du rôle de certains membres de la diaspora dhulbahante lors de la conférence de Boocame (voir *supra*) montre que les acteurs diasporiques étaient également prompts à s'impliquer dans une escalade du conflit.



La formation d'un « Somaliland imaginé »

La vision d'un Somaliland comme État indépendant habité par une communauté ou nation particulière gagna en substance à travers de multiples événements : la création de *Radio Hargeysa* en 1991 ; la fondation de plusieurs journaux quotidiens comme *Jamhuuriya* et *Haatuf* durant les années 1990 et au début des années 2000 ; l'introduction déjà évoquée d'une monnaie nationale en 1994 ; celle d'un nouveau drapeau et d'un hymne national en 1996 ; le développement d'un programme scolaire du Somaliland à partir de 1997 ; l'érection de monuments nationaux dédiés à la guerre civile en 2001... Le symbolisme du nouveau drapeau est particulièrement intéressant. Durant les six premières années, le Somaliland utilisa le drapeau du SNM, blanc avec un cercle vert au centre et portant en haut l'inscription « Allahu Akbar » (« Dieu est le plus grand ») écrite en arabe. En octobre 1996, alors que le dernier *shir* national débutait à Hargeysa, un nouveau drapeau fut introduit, composé de trois bandes horizontales verte, blanche et rouge, de l'inscription écrite en arabe « La ilaha illallah Muhammad rasulallah » (« Il n'y a de dieu que Dieu et Muhammad est son prophète ») dans le champ vert, et d'une petite étoile noire à cinq branches placée au centre dans le champ blanc. La signification des couleurs était : le vert pour la prospérité, le blanc pour la paix, le rouge pour les combattants tombés. L'étoile noire indiquait la « mort » de l'idée de la « Grande Somalie »³³.

Depuis 1991, le 26 juin et le 18 mai étaient célébrés tous les ans comme les dates respectives de l'indépendance originelle du Somaliland vis-à-vis de la domination coloniale britannique, et de son indépendance « renouvelée ». D'autres célébrations importantes non officiellement fériées étaient le 6 avril, le Jour du SNM (créé à Londres le 6 avril 1981), et le 17 octobre, le Jour des combattants tombés du SNM (en somali : *Maalinta Shuhadada*³⁴). Ce dernier commémorait une bataille particulièrement décisive contre l'armée nationale somalienne dans un lieu appelé Burco Duuray, le 17 octobre 1984. Une autre institution liée à la vision d'un Somaliland comme espace politique autonome était la War Crimes Investigation Commission (*Xafiiska Badhitaanka Xasuuqa*), auparavant dénommée Technical Commission for the Investigation of War Crimes. Cette commission avait été établie en août 1997 après que de fortes

33. Par contraste, l'étoile blanche à cinq branches sur fond bleu ciel du vieux drapeau somalien exprimait l'idée de la Grande Somalie, incluant les Somalilands anglais et italien de même que les territoires somaliens de Djibouti, d'Éthiopie et du Kenya.

34. *Shuhadada* est le pluriel somali du mot *shihid*, emprunté à l'arabe et désignant un combattant mort dans l'accomplissement du jihad. Le SNM avait qualifié de jihad sa lutte contre le régime Barre.

pluies à la mi-mai eurent mis au jour plusieurs fosses communes à Hargeysa et dans ses alentours, contenant les restes de centaines de corps. En décembre 1997, une équipe d'experts médico-légaux de l'ONU visita Hargeysa et confirma le caractère suspect des meurtres. Des revendications pour la création d'un tribunal destiné à juger les crimes de guerre furent occasionnellement exprimées. Néanmoins, le président Cigaal y était opposé. Dans une interview donnée en mai 2001, il expliqua qu'il serait très difficile d'identifier les auteurs exacts puisqu'il y avait eu des informateurs de l'armée nationale parmi les populations civiles (ce qui voulait dire des Isaaq) dans le nord³⁵.

Les politiques mentionnées ci-dessus, les symboles et les commémorations ont facilité le développement d'une « communauté imaginée » au Somaliland³⁶. Ils ont donné du poids à sa qualité d'État *de facto* et sont allés de pair avec le développement des institutions créées à Boorama en 1993.

Une communauté politique fragmentée

Il faut souligner que – contrairement à ce que Mark Bradbury laisse entendre dans son étude du processus consistant à « devenir le Somaliland³⁷ », qui brosse à grands traits les différences régionales dans l'histoire et la vie politique du Somaliland – les processus de formation étatique et de construction d'une communauté décrits jusqu'ici ne concernent qu'une partie du pays, soit la région qui va de Boorama à Burco et Ceerigaabo et ses habitants. Mark Bradbury ignore en outre le fait que les expériences historiques et les orientations politiques des Isaaq et de l'élite politique gouvernant le Somaliland étaient loin d'être homogènes. Les membres de l'ancienne génération en particulier, qui avaient grandi durant les beaux jours du nationalisme somalien, acceptaient mal la sécession définitive de la Somalie et la mort de la vision d'une « Grande Somalie »³⁸.

Au-delà du « noyau du Somaliland », le consensus politique demeurerait fragile. Des membres des clans dhulbahante et warsangeeli de Sool et de l'est de Sanaag, ainsi que certaines parties du sud Togdheer – soit approximativement

35. « Africa's 55th President, Egal of Somaliland », *Afrol News*, mai 2001, disponible sur <afrol.com>

36. B. Anderson, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1983.

37. M. Bradbury, *Becoming Somaliland*, *op. cit.*

38. Durant un entretien, un ancien ministre du Somaliland a ainsi fait l'éloge de la beauté de Mogadiscio avant la guerre. Il a conclu en déclarant : « je vous dis une chose : s'il y a la loi, l'ordre et un gouvernement à Mogadiscio, et si l'on rend aux gens leurs propriétés et que tout un chacun peut s'y sentir en sécurité, personne ne restera à Hargeysa ; tout le monde s'en ira à Mogadiscio ». Entretien anonyme, Hargeysa, 19 septembre 2003.



30 % du territoire et 20 % de la population (voir cartes I et II ci-dessus) – se distançaient de plus en plus de l'idée d'un Somaliland indépendant. Les membres de ces clans se sentaient politiquement et économiquement marginalisés par Hargeysa. De plus, les groupes non-isaaq avaient eu une expérience de l'histoire somalienne différente de celle de la plupart des Isaaq. Les monuments, fêtes nationales et autres symboles du Somaliland ne provoquaient souvent chez eux ni résurgence de souvenirs « héroïques » ni sentiment d'appartenance commune. Les symboles du Somaliland représentaient au contraire pour beaucoup de Warsangeeli et de Dhulbahante la défaite des valeurs et visions qu'ils avaient défendues jusqu'en 1991, et que beaucoup continuaient à défendre même si le pragmatisme politique leur dictait de faire des concessions face à la majorité isaaq et à la puissance de feu écrasante du SNM. Ceux qui, parmi les Dhulbahante et les Warsangeeli, se définissaient de plus en plus en opposition au Somaliland trouvèrent une nouvelle « patrie » au Puntland.

LE PUNTLAND, « L'AUTRUI SIGNIFICATIF » DU SOMALILAND

Le Puntland fut fondé au nord-est de la Somalie. Cette région était majoritairement peuplée de Majeerteen et gouvernée depuis 1991 par les forces regroupées du SSDF, en coopération avec les autorités traditionnelles locales. Au milieu des années 1990, les membres du SSDF participèrent à plusieurs conférences, organisées notamment à Sodere (Éthiopie) et au Caire et ayant pour objectif de reconstruire la Somalie. Ces conférences n'ayant pas de résultats tangibles, les habitants et leaders politiques du nord-est décidèrent de bâtir leur propre administration. Ils appelèrent à un *shir* semblable à celui qui avait eu lieu auparavant au Somaliland. Le *shir* qui conduisit finalement à l'établissement du Puntland eut lieu dans la ville de Garoowe entre mai et août 1998. Les participants étaient des figures militaires, des intellectuels, des membres de la diaspora et des autorités traditionnelles. Ils venaient de tous les clans du nord-est; des membres des clans Dhulbahante et Warsangeeli résidant dans l'est du Somaliland participaient aussi à la réunion. Généalogiquement, les habitants du nord-est de la Somalie et de l'est du Somaliland étaient pour la plupart des descendants d'un ancêtre nommé Harti, qui lui-même descendait de darood. Avant que l'État ne s'effondre en Somalie, Harti n'avait pas joué un rôle très significatif dans la politique des clans somaliens. Il devint important uniquement comme point de référence généalogique dans le contexte de l'affrontement entre clans autour de la ville

de Kismaayo dans le sud³⁹, dans la défense des Majeerteen du nord-est contre les forces Hawiye à Gaalkacyo⁴⁰, et en relation avec la prise de distance grandissante des Dhulbahante et des Warsangeeli vis-à-vis du Somaliland.

La création de l'État du Puntland fut officiellement déclarée le 16 août 1998 par son président fondateur, le colonel Cabdullahi Yuusuf. Garoowe devint sa capitale. La Charte de l'État du Puntland, qui faisait office de constitution préliminaire de la nouvelle entité politique, suivait « le modèle de la Charte nationale de Boorama, qui avait formalisé la naissance du Somaliland⁴¹ ». Nous avons déjà montré ailleurs que le Puntland a émergé en mimant le cadre institutionnel qui avait été précédemment utilisé pour établir le Somaliland⁴². Le Puntland fut en effet initialement fondé selon une formule similaire intégrant les clans et leurs dirigeants, traditionnels ou non. Cependant, le rôle des autorités traditionnelles n'était pas institutionnalisé dans la Charte du Puntland, contrairement à ce qui avait prévalu au Somaliland.

Les intérêts politiques à l'œuvre dans la fondation du Puntland étaient diamétralement opposés à ceux fondant la vision du Somaliland. Le Puntland ne revendiquait pas son indépendance vis-à-vis de la Somalie. Au contraire, l'article 1.4 de la Charte posait : « le Puntland constitue une partie de la Somalie et il s'efforce de recouvrer l'unité du peuple somalien et d'œuvrer à la création d'un gouvernement somalien fondé sur un système fédéral ». Le Puntland fonctionne donc comme une administration régionale autonome (en somali : *maamul goboleed*). L'article 1.2 de la Charte confirmait que le territoire du Puntland comprenait les régions de « Bari, Nugaal, Sool, du sud Togdheer (district de Buuhoodle), de Mudug (à l'exception des districts de Hobyo et Xaradheere) et l'est, le sud et le nord-est de Sanaag ». Ceci signifie que le Puntland, du moins sur le papier, coupait les territoires Dhulbahante et Warsangeeli du Somaliland. Il savait ainsi la prétention de Hargeysa aux frontières coloniales, ce qui renforçait la revendication de reconnaissance internationale du Somaliland.

39. Kismaayo, importante ville portuaire située à environ 450 kms au sud de Mogadiscio, a accueilli une population majeure importante depuis l'époque du colonialisme italien. Des Dhulbahante y ont aussi émigré dès le début du XX^e siècle. Au début des années 1990, la ville était hautement contestée par les deux groupes dissidents du Somali Patriotic Movement (SPM), qui avait à l'origine été un mouvement ogadeen. Un des groupes dissidents était le SPM « Harti ».

40. Les forces de l'USC loyales à Maxamed Faarax Caydiid tentèrent de s'étendre vers le nord-ouest en 1991. Les troupes SSDF/Majeerteen dirigées par Cabdullahi Yuusuf les combattirent à Gaalkacyo jusqu'en 1993. Le conflit se termina par la division de la ville en deux parties : l'une hawiye, l'autre darood/harti.

41. F. Battera, « Remarks on the 1998 Charter of the Puntland State of Somalia », Nairobi, United Nations Development Office for Somalia (UNDOS), 1999, p. 4.

42. M. V. Hoehne, « Mimesis and Mimicry... », art. cit.

Federico Battera a supposé à juste titre dès le début que « l'est du Somaliland pourrait devenir une zone tampon entre deux entités, sans souveraineté clairement définie⁴³ ». Il pensait cependant à tort que l'incorporation par le Puntland des territoires harti au nord pourrait convaincre le Somaliland d'abandonner sa prétention à l'indépendance. Il en voyait la confirmation dans une déclaration du président Maxamed Xaaji Ibraahim Cigaal au journal *Al-Hayat*, parue le 21 février 1999 et dans laquelle il annonçait qu'il serait favorable à une Somalie unifiée dans le cadre d'un système confédéral. Cette déclaration souleva des protestations véhémentes de la majorité des habitants du Somaliland central⁴⁴. Nous soutenons pour notre part que la création du Puntland a plutôt renforcé le « noyau du Somaliland ». Il lui a fourni un « autrui significatif » dans le nord de la Somalie, contre lequel la communauté politique se définit continuellement⁴⁵.

Les trois premières années du Puntland ont été marquées par des conflits internes. Alors que le partage du pouvoir entre les différents clans harti était régulé (les Majeerteen prirent la présidence, les Dhulbahante la vice-présidence, les Warsangeeli la présidence du Parlement etc.), les tensions s'accrurent au sein du clan dominant majeerteen. Les lignages cusman maxamuud et cumar maxamuud rivalisaient pour la domination politique et économique. Les premiers constituaient la lignée aristocratique dirigeante des Majeerteen. Ils dominaient le port de Boosaaso, le pôle économique du Puntland. Les Cumar Maxamuud étaient considérés comme la branche « nomade » et « guerrière » ; il s'agissait du groupe d'origine du président Cabdullahi Yuusuf. Le Président se fit des ennemis en ne respectant pas les exigences constitutionnelles de la décentralisation. Il se vit accusé de diriger un « État autocratique » dans lequel les postes étaient avant tout attribués aux partisans de l'administration, et où les finances étaient gérées de manière non-transparente par lui seul. Sous la présidence de Yuusuf, l'État devint le principal employeur, avec environ 7000 fonctionnaires, dont 4500 étaient dans les forces de sécurité. Les salaires des fonctionnaires consommaient autour de 90 % des recettes publiques. La croissance de l'appareil sécuritaire apparaissait comme une caractéristique de Cabdullahi Yuusuf, généralement considéré comme un « soldat ». Elle résultait aussi de la « démobilisation » des milices claniques. Un grand nombre d'unités non-régulières avaient en effet

43. F. Battera, « Remarks on the 1998 Charter... », art. cit., p. 12.

44. *Ibid.*, p. 13.

45. F. Barth, « Introduction », in F. Barth (dir.), *Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organization of Culture Difference*, Londres, Allen and Unwin, 1969, p.9-38.

été intégrées à la police ou à l'armée, ce qui avait finalement contribué à la sécurité dans la région⁴⁶.

En 2000, le gouvernement de Djibouti accueillit une conférence nationale pour la paix en Somalie à Arta, une localité située au sud-est de la ville de Djibouti. Cette conférence était soutenue par la communauté internationale. Elle eut pour résultat l'établissement d'un Gouvernement national de transition (Transitional National Government, TNG). Cette conférence ignorant l'existence du Somaliland et du Puntland, les deux administrations boycottèrent l'initiative. Au Puntland, les opposants à Yuusuf saisirent leur chance en s'alliant au TNG et en se mobilisant contre le président, dont le mandat devait officiellement expirer mi-2001. En novembre 2001, des autorités traditionnelles élirent Jaamac Cali Jaamac, de la lignée cusman maxamuud, comme nouveau président du Puntland. Cabdullahi Yuusuf se retira vers sa ville natale de Gaalkacyo où il rassembla ses forces. Dans l'après-11 septembre 2001, Yuusuf réussit à disqualifier Jaamac Cali Jaamac et ses alliés du gouvernement TNG au sud, les accusant d'être des « terroristes »⁴⁷, ce qui lui assura le soutien de l'Éthiopie. La faction de Yuusuf évinça Jaamac Cali Jaamac du Puntland début 2002. Le Somaliland soutint les forces anti-Yuusuf. Un accord au Puntland fut atteint en 2003 et Cabdullahi Yuusuf parvint à se rétablir au poste de président pour les années à venir.

Le conflit entre le Somaliland et le Puntland à propos des territoires frontaliers contestés s'accrut. Entre 1998 et 2002, les deux camps s'étaient contentés d'établir des administrations croupions ainsi que des forces de police et militaires dans les villes et villages clés des territoires dhulbahante et warsangeeli de Sool, Sanaag et du sud de Togdheer. Fin 2002, le Somaliland prit néanmoins une initiative décisive. Alors que le Puntland se trouvait affaibli par un conflit interne, le président du Somaliland, Daahir Rayaale Kaahin, visita Laascaanood, la capitale de la région de Sool, ce qui déclencha un affrontement entre les troupes du Somaliland et du Puntland. Choquée par l'événement, Hargeysa retira ses forces et son administration fantôme de Laascaanood⁴⁸. Les forces du Puntland se retirèrent également. Une année durant, Laascaanood fut abandonnée aux pouvoirs locaux. En décembre 2003, les forces de police du Puntland affrontèrent à nouveau l'armée du Somaliland

46. A. Y. Farah, *Troubled Transition in Puntland State of Somalia (PSS), 1998-2001*, Nairobi, UNDP Resource Centre, 2002.

47. Le TNG entretenait de proches relations avec certains groupes islamistes réformistes en Somalie, en particulier avec Al Islaax. Ce dernier n'est cependant pas une organisation militante ou terroriste.

48. M. V. Hoehne, « Political Identity, Emerging State Structures and Conflict in Northern Somalia », *Journal of Modern African Studies*, vol. 44, n° 3, 2006, p. 397-414.

à Sool et, à l'automne 2004, le conflit entre les deux centres sur la périphérie de Sool atteignit son paroxysme en lien avec certains événements « extérieurs » concernant la Somalie.

Suite aux attaques terroristes du 11 septembre 2001, les puissances occidentales s'inquiétèrent de plus en plus de l'absence d'État en Somalie. Une conférence pour la paix et la réconciliation en Somalie, soutenue financièrement par la communauté internationale, s'était ouverte en octobre 2002 au Kenya sous les auspices de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Le Somaliland avait refusé d'y participer mais le Puntland s'y était rendu. Le programme visant à établir un État fédéral en Somalie était compatible avec les dispositions de la Charte du Puntland. Le Gouvernement fédéral de transition (Transitional Federal Government, TFG) fut mis sur pied à Mbagathi, près de Nairobi, à la mi-2004. Ses membres élirent le président du Puntland, Cabdullahi Yuusuf, comme nouveau président de la Somalie le 10 octobre 2004. L'une des premières annonces du nouveau président consista à indiquer qu'il ne tolérerait pas l'éclatement de la Somalie. Dans ce contexte, la confrontation entre le Somaliland et le Puntland prit une nouvelle tournure. Le 29 octobre 2004, les armées des deux États s'affrontèrent quelques 30 kilomètres à l'ouest de Laascaanood. Politiquement, le choc n'apporta aucun résultat décisif : Laascaanood restait sous autorité du Somaliland. Néanmoins, les hommes politiques de Hargeysa et leurs électeurs qui, en 2004, avaient déjà développé un fort sentiment d'appartenance à l'État du Somaliland, ne pouvaient plus feindre d'ignorer les problèmes aux marges orientales de leur espace politique. La situation resta tendue mais aucun nouvel affrontement n'eut lieu sur le territoire contesté durant plusieurs années. Jusqu'à présent, la ville et ses alentours sont restés sous le contrôle du Somaliland. Il est à noter que le conflit qui oppose les deux administrations dans le nord n'a pas tant pour objet le territoire et ses ressources, même s'il semble que du pétrole puisse être découvert dans les régions de Sool et de Sanaag, que de faire triompher une vision politique – le Somaliland défendant la division de la République somalienne postcoloniale tandis que le Puntland est favorable à l'unité de la Somalie.

LA DÉMOCRATISATION AU SOMALILAND

Indépendamment des problèmes dans l'« Est », le Somaliland entama au début des années 2000 la transition d'une représentation clanique à une démocratie multipartite. Le conflit entre le président Cigaal et le parlement sur le développement de la constitution s'était soldé par un compromis

en 2000. La constitution confirmait l'indépendance du Somaliland dans son premier article. Elle proclamait la nature présidentielle du régime et prévoyait l'instauration d'une démocratie électorale multipartite. Quand le référendum sur la constitution se tint en mai 2001, il s'agit essentiellement d'un vote pour ou contre l'indépendance du Somaliland, en particulier dans le contexte de l'établissement du TNG, reconnu par la communauté internationale comme le gouvernement de la Somalie. Le résultat officiel du référendum indiqua que 97 % des électeurs inscrits (environ 1,18 million de personnes) avaient approuvé la constitution⁴⁹. Les observateurs internationaux évaluèrent positivement le référendum même s'ils n'étaient pas assez nombreux pour produire un rapport sur le scrutin faisant autorité pour tout le pays. À Sool, à l'est de Sanaag et au sud de Togdheer en particulier, peu de gens s'inscrivirent pour voter. Néanmoins, et puisque le nombre de votants représentait environ les deux tiers des électeurs potentiels, l'approbation de 97 % des votants signifie *grosso modo* que 65 % des électeurs potentiels ont validé la constitution, et par conséquent l'indépendance du Somaliland⁵⁰.

Les initiatives consécutives à ce référendum furent l'introduction des partis politiques et la préparation des élections locales. En plein milieu de ce processus, le 5 mai 2002, Maxamed Xaaji Ibraahim Cigaal mourut et fut remplacé par le vice-président, Daahir Rayaale Kaahin, pour la durée restante de son mandat. Le 15 décembre 2002, six organisations politiques s'opposèrent durant les élections locales. En termes de suffrages, les trois premières places furent remportées par l'Udub⁵¹, Kulmiye⁵², et l'Ucid⁵³. Ils devinrent ainsi les trois partis politiques nationaux qui allaient peser sur la vie politique du Somaliland pour les années à venir⁵⁴. L'Udub, le parti du président en fonction, devint le parti dirigeant alors que les deux autres partis s'inscrivirent dans

49. Ce chiffre de 1,18 million d'électeurs inclut sans doute un nombre important de gens qui ont voté deux fois ou plus. Lors des élections parlementaires de 2005, seuls 674 000 électeurs furent comptabilisés.

50. M. Bryden, « A State-within-a-failed-state: Is Somaliland Headed for Recognition or Reunification? », in P. Kingston et I. S. Spears (dir.), *States-Within-States: Incipient Political Entities in the Post-Cold War Era*, New York, Palgrave Macmillan, 2004. p. 167-188.

51. Udub est l'acronyme de *Ururka Demoqraadiga Ummada Bahowdey* (Parti de l'alliance démocratique populaire). Le mot somali *udub* désigne également le pilier central de la hutte nomade.

52. Étymologiquement, Kulmiye vient de *kulan*, qui signifie « réunion ». *Kulmiye* est aussi un terme personnel qui désigne quelqu'un qui rassemble les gens.

53. Ucid est l'acronyme de *Ururka Caddaaladda iyo Daryeelka* (Parti de la justice et du développement). Le terme fait également référence à la locution somali *u cid*, qui signifie « être responsable de » ou « s'occuper de ». Faysal Cali Waraabe, le président de l'Ucid, avait l'habitude de déclarer dans ses discours « *Somaliland anaga u cid ah* » (« Nous sommes responsables/Nous nous occupons du Somaliland »).

54. L'article 9 de la Constitution du Somaliland prévoit l'existence de seulement trois partis nationaux. Il s'agissait d'une mesure destinée à contrer les divisions claniques.

l'opposition. La première élection présidentielle démocratique se tint le 14 avril 2003. Daahir Rayaale Kaahin l'emporta avec une avance minimale de 80 voix. Ce résultat fut contesté par Kulmiye. La Cour suprême du pays trancha en faveur du vainqueur et l'opposition finit par s'incliner face à la pression publique grandissante. Les élections parlementaires eurent lieu le 29 septembre 2005. Alors que l'Udub remporta le plus grand nombre de sièges, Kulmiye et l'Ucid s'allièrent pour former une opposition représentant environ 60 % de la Chambre des représentants. Tant la présidentielle que les élections législatives furent considérées comme raisonnablement libres et équitables par les observateurs internationaux⁵⁵.

Il est à noter que les élections parlementaires ne concernèrent que la chambre basse du parlement. Conformément à l'article 58 de la constitution, l'élection du *Guurti* devait se tenir un an après celle de la Chambre des représentants, c'est-à-dire en septembre 2006. Le 6 mai 2006, la Chambre des anciens se prononça cependant en faveur d'un décret présidentiel, soutenu par un avis de la Cour suprême du Somaliland, qui prolongeait le mandat du *Guurti* de quatre ans⁵⁶. Ces décisions provoquèrent de fortes protestations de la part des partis d'opposition, des organisations de la société civile, de la population et de certaines autorités traditionnelles. Le débat mit en évidence le fait que les anciens et les autorités traditionnelles qui avaient étroitement collaboré avec le gouvernement avaient perdu le contact avec leur base. Bien des gens au Somaliland et dans les territoires contestés par le Somaliland et le Puntland se plaignaient du fait que les anciens étaient devenus semblables à des politiciens. Les hommes politiques (en somali : *siyaasi*, sing. ; *siyaasiin*, plur.) étaient souvent stigmatisés par les gens du nord de la Somalie comme égoïstes et manquant d'un sens des responsabilités vis-à-vis de la communauté prise au sens large. Ils étaient également considérés comme générant des conflits plutôt que comme œuvrant pour la paix, la stabilité et la cohésion sociale. Par opposition, les « véritables » autorités traditionnelles étaient présentées comme les « chefs » (*madax*) de leur groupe parce qu'à même de prendre les bonnes décisions et de travailler à la cohésion et à la paix⁵⁷. Une personne interrogée se plaignait ainsi : « aujourd'hui, les autorités traditionnelles travaillent pour le gouvernement et ce sont les politiciens qui dirigent le clan ; avant les deux [types d'] autorités étaient séparées ; aujourd'hui elles sont mélangées⁵⁸ ».

55. U. Terlinden et M. H. Ibrahim, « Somaliland : A Success Story of Peace-Making, State-Building and Democratisation ? », in E.-M. Bruchhaus et M. M. Sommer (dir.), *Hot Spot Horn... op. cit.*, p. 68-85.

56. En 2010 l'élection du *Guurti* n'a pas eu lieu non plus.

57. Entretien avec Axmed Bando, Maxamed Muuse et Ibraahim Gacameyere, Ceerigaabo, 23 mai 2004.

58. Entretien avec Sheekh Aboqor, Ceerigaabo, 12 mai 2004.

À l'évidence, le développement du Somaliland comme État *de facto* s'est accéléré entre 2000 et 2005. Il est allé de pair avec une exigence croissante de reconnaissance internationale de la part des partisans actifs du Somaliland. Le processus de démocratisation a également renforcé l'argumentaire du groupe restreint mais énergique des «lobbyistes internationaux du Somaliland», qui affirmaient, à l'instar de Iqbal Jhazbhay et David Shinn, que le Somaliland était le «secret le mieux gardé d'Afrique⁵⁹». Ce faisant, ils insistaient sur le fait que malgré son caractère démocratique paisible et les signes d'un développement économique modeste, il n'était toujours pas reconnu par la communauté internationale.

Malgré les succès du Somaliland, certains problèmes demeurent. D'abord dans la vie politique de tous les jours, où la politique clanique se poursuit dans les partis et, par conséquent, au sein de toutes les institutions gouvernementales, dont le cabinet et le parlement. Les positions dirigeantes sont réparties entre les membres des différents groupes claniques. En l'absence de divergences idéologiques entre les trois partis, la mobilisation des militants de chacun d'entre eux se fait selon des clivages claniques⁶⁰, d'où le terme de démocratie «inachevée» qui caractérise le Somaliland jusqu'à ce jour. De plus, le processus de démocratisation souligné plus haut ne s'est déroulé que de manière fort incomplète, voire n'a pas eu lieu du tout à Sool, à l'est de Sanaag et au sud de Togdheer où les Dhulbahante et les Warsangeeli résident, ce qui a eu pour effet une sous-représentation de ces clans dans les institutions gouvernementales du Somaliland⁶¹. Les périphéries harti de l'est sont en outre largement restées hors d'atteinte de Hargeysa. Quand le Puntland a commencé à y intervenir, le conflit entre le Somaliland et le Puntland a, comme on l'a vu, pris un tour violent.

Personne n'aurait pu prédire au début des années 1990 le succès de l'État du Somaliland et, dans une certaine mesure, du processus de construction nationale qui s'y est déroulé. Il est certain que le Somaliland n'est pas simplement aujourd'hui la continuation de l'ex-protectorat britannique, même

59. I. Jhazbhay, «Somaliland: Africa's Best Kept Secret, a Challenge to the International Community?», *African Security Review*, vol. 12, n° 4, 2003, p. 77-82; D. H. Shinn, «Somaliland: The Little Country that Could», *CSIS Africa Notes*, n° 9, 2002.

60. Ceci ne signifie pas que règne un «pur clanisme» ou qu'un parti soit contrôlé ou soutenu seulement par un clan. Dans chaque parti, chaque clan a sa part. Toutefois, les positions au sein du gouvernement et dans les partis sont plutôt attribuées sur la base de l'appartenance clanique que sur celle du mérite individuel ou de l'élection.

61. S. J. Hansen et M. Bradbury, «Somaliland: A New Democracy in the Horn of Africa?», *Review of African Political Economy*, vol. 34, n° 113, 2007, p. 461-76.

si cela est souvent mis en avant par les acteurs politiques au Somaliland et par les défenseurs de ce dernier. Le Somaliland doit être abordé comme un nouvel État *de facto*, né de la guerre civile. L'expérience de la guerre a donné une impulsion à la sécession et à la construction étatique, et elle a façonné de façon décisive les dynamiques politiques complexes à l'œuvre depuis 1991. La guérilla et les épreuves successives ont posé les jalons de la formation étatique au centre du Somaliland, où résident les Isaaq qui ont fourni les rangs du SNM et qui constituent la majorité de la population du Somaliland. Le transfert pacifique du pouvoir par le SNM aux dirigeants civils, à Boorama en 1993, a ouvert la voie à la création du système de gouvernement hybride du Somaliland. Ce système a permis à cette entité politique de parcourir un long chemin. Il a aussi eu un coût pour les élites politiques et les autorités traditionnelles impliquées dans ce processus. Les hommes politiques ont dû s'accommoder des anciens, entendre leurs attentes et écouter les besoins des lignages et des clans qu'ils représentaient. Les autorités traditionnelles ont quant à elles été contraintes de s'impliquer dans la politique « nationale », notamment dans le conflit opposant le Somaliland et le Puntland. Ce faisant, elles ont perdu en légitimité aux yeux de la base.

Selon nous, la principale force motrice de la construction étatique *de facto* au Somaliland, particulièrement depuis la fin des années 1990, se trouve dans les innombrables pratiques quotidiennes et décisions de gens ordinaires qui ont abandonné les armes quand des tensions sont apparues, ont fait preuve de patience face à des dirigeants corrompus assoiffés de pouvoir, ont œuvré lentement mais sûrement aux transitions, ont fait face aux difficultés économiques causées par le manque de ressources et l'absence de reconnaissance, et se sont reposés sur l'auto-assistance et sur leurs proches à l'étranger plutôt que sur l'aide du gouvernement ou de la communauté internationale. Dans bien des cas, les transferts de fonds de la diaspora ont facilité la survie des familles en l'absence de travail et de services publics. L'argent de l'étranger a aussi été investi de manière croissante dans la reconstruction des infrastructures, ainsi que dans les affaires et les entreprises privées. Cela a engendré un développement modéré au Somaliland. Ces investissements ont contribué à la stabilité de l'entité politique du Somaliland et ont donné aux acteurs de la diaspora et à leurs homologues locaux (principalement des parents patrilinéaires) une voix au chapitre dans l'État émergent⁶².

Enfin, un certain nombre de facteurs extérieurs ont aidé la gestation du Somaliland. La faillite continue et l'état de guerre en Somalie, qui ont été

62. M. H. Ibrahim, « Somaliland's Investment in Peace: Analysing the Diaspora's Economic Engagement in Peace Building », *Diaspeace Working Paper*, n° 4, 2010, disponible sur <diaspeace.org>.

compliqués par les interventions internationales au cours des deux dernières décennies, ont contraint les gens au Somaliland à aller de l'avant. Le retour à une Somalie effondrée ne constitue plus une option après le succès des processus de paix et de démocratisation au Somaliland depuis 1991. L'établissement du Puntland au nord-est de la Somalie en 1998 a semblé menacer le Somaliland. Nous avons cependant montré ici que cette apparente menace pesant sur la formation étatique du Somaliland à long terme a en réalité contribué à sa stabilisation, du moins en son centre. Le Puntland joue en effet le rôle de cet « autrui significatif » contre lequel les Somalilandais qui veulent accéder à la reconnaissance internationale définissent leur identité. En s'engageant dans un conflit militaire avec le Puntland pour les territoires frontaliers, le Somaliland a finalement établi son contrôle sur des territoires jusque là restés périphériques et mal intégrés, ce qui pourrait constituer une première étape dans le sens du renforcement de l'État dans les régions contestées ■

Markus Virgil Hoehne

Max Planck Institute for Social Anthropology

Traduction : Raphaël Botiveau

Abstract

The de facto state of Somaliland

This article presents the de facto state formation of the Republic of Somaliland in the Horn of Africa that seceded from collapsing Somalia in May 1991, but still lacks international recognition. It highlights the relationship between everyday practices and decisions of local politicians, traditional authorities, members of the diaspora and ordinary people with their often unforeseeable consequences, to the ongoing state formation. It argues that Somaliland's formation is also shaped by 'external' factors such as the state failure and warring in Somalia, and the conflict with Puntland, a 'counter-polity' to Somaliland established in north-eastern Somalia in 1998. The case of Somaliland provides a good example for the complexities of processes of state formation in general. Its development from a war-torn polity into a viable state, albeit without international recognition, defies any teleological concepts of linear state formation or top-down approaches to state (re-)construction.